

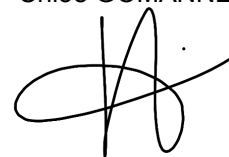
Référence : A32S251J PGC - PGC 4
Date d'édition : 12/09/2025
Rapport comportant : 30 pages

PGC

Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé Catégorie 2

OPERATION
BAPAUME (62) MISE EN ACCESSIBILITE DU CENTRE PENITENTIAIRE chemin des Anzacs, 62450 Bapaume 62450 BAPAUME
Maître d'ouvrage
DIRECTION INTERREGIONALE SERVICES PENITENTIAIRES LILLE 123 rue Nationale 59800 LILLE

Le coordonnateur SPS
Chloé GOMANNE



LISTE DE DIFFUSION

Indice	Date	Coordonnateur	Phase Opération	Observations
01	27/05/2025	GOMANNE Chloé	Avant projet	PGC Initial
02	23/06/2025	GOMANNE Chloé	Avant projet	Modification intervenants
03	07/08/2025	GOMANNE Chloé	AVP	Ajout intervenants
04	12/09/2025	GOMANNE Chloé	AVP	Ajout documents

Diffusion :

Diffusion	DIRECTION INTERREGIONALE SERVICES PENITENTIAIRES LILLE		
	Monsieur BELVAL Stéphane	Maître d'ouvrage	Stephane.belval@justice.fr
	CABINET CLEMENT ASSOCIES		
	Monsieur BECHET ALAIN	Chargé d'Organisation de Projet	abechet@cabinetclement.fr
	Monsieur AOUJIL Nasreddine	Chargé d'Organisation de Projet	naoujil@cabinetclement.fr
	SCME		
	Monsieur POCHEP Stéphane	Maître d'oeuvre	stephane.pochet@scme.fr

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT	1 page
2.	PRESENTATION DU PROJET	2 pages
3.	PRESENTATION DES INTERVENANTS	1 page
4.	CHAPITRE 4	24 pages

1. PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT

1.1 Objet du document

Le présent Plan Général de Coordination définit des mesures à mettre en Oeuvre en matière de coordination de la sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le document précise pour chaque tâche relative à la prévention des risques en matière de sécurité et de protection de la santé, dans le cadre de la coactivité :

- Le risque éventuel,
- Une mesure de prévention proposée,
- La ou les entreprises en charge de sa réalisation, de son entretien, et celles chargées financièrement de la tâche sont précisées dans :
 - ▶ Les chapitres 4 et suivants
 - ▶ CCTP et/ou DPGF et/ou CCAP s'ils ont été fournis

Le document ne précise pas les mesures de prévention relatives aux risques propres des entreprises, générés par elles-mêmes pour leurs propres salariés, relevant de leurs seules responsabilités.

Il ne présente pas de mesures liées aux risques générés par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'oeuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Les dispositions du présent document pourront, dans le cadre de la réalisation des PPSPS des entreprises, être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations.

1.2 Etat contractuel à la date de rédaction du PGC

Suivi du marché de coordination en matière de sécurité et protection de la sante par Bureau Alpes Contrôles :

- Offre de contrat retournée signée par le Maître d'ouvrage le 20/03/2025.

2 PRESENTATION DU PROJET

2.1 Description succincte

Nom de l'opération : BAPAUME (62) MISE EN ACCESSIBILITE DU CENTRE PENITENTIAIRE

Adresse : chemin des Anzacs, 62450 Bapaume
62450 - BAPAUME

Type d'ouvrage : Centre pénitentiaire

Présentation générale de l'ouvrage faisant objet du présent PGC et des conditions de sa réalisation :

MISE EN ACCESSIBILITÉ DU CENTRE PÉNITENTIAIRE DE BAPAUME

2.2 Documents de base pour la réalisation du présent PGC, transmis par le Maître d'ouvrage

Dossiers de plans	Date
CD BAPAUME - Plans accessibilité?	Reçu le 03/06/2025
CD BAPAUME - Zone de Circulation RdC	Reçu le 03/06/2025
CD BAPAUME - Zones de Circulation R+1	Reçu le 03/06/2025
CD BAPAUME - PRO DCE - Plan 01 - Vue ensemble RdC	Reçu le 02/09/2025
CD BAPAUME - PRO DCE - Plan 02 - Vue ensemble R+1	Reçu le 02/09/2025
CD BAPAUME - PRO DCE - Plan 03 - Bâtiment Accueil Famille	Reçu le 02/09/2025
CD BAPAUME - PRO DCE - Plan 04 - PEP	Reçu le 02/09/2025
CD BAPAUME - PRO DCE - Plan 05 - Parloir	Reçu le 02/09/2025
CD BAPAUME - PRO DCE - Plan 06 - Bâtiment Socio Éducatif	Reçu le 02/09/2025
CD BAPAUME - PRO DCE - Plan 07 - Gymnase	Reçu le 02/09/2025
CD BAPAUME - PRO DCE - Plan 08 - Bâtiment Service Général	Reçu le 02/09/2025
CD BAPAUME - PRO DCE - Plan 09 - Bâtiment Activité	Reçu le 02/09/2025
CD BAPAUME - PRO DCE - Plan 10 - Bâtiment F	Reçu le 02/09/2025
CD BAPAUME - PRO DCE - Plan 11 - Bâtiment C	Reçu le 02/09/2025
CD BAPAUME - PRO DCE - Plan 12 - Désamiantage	Reçu le 02/09/2025
CD BAPAUME - PRO DCE - Plan 13 - Structure gros ?uvre existant	Reçu le 02/09/2025
Pieces écrites	Date
MA Bapaume - APD - Planning prévisionnel	Reçu le 03/06/2025
CD BAPAUME - PRO DCE - CCTP lot 00 Prescriptions générales	Reçu le 02/09/2025
CD BAPAUME - PRO DCE - CCTP lot 01 - Gros ?uvre étendu	Reçu le 02/09/2025
CD BAPAUME - PRO DCE - CCTP lot 02 - Électricité	Reçu le 02/09/2025
CD BAPAUME - PRO DCE - CCTP lot 03 - Plomberie Sanitaire	Reçu le 02/09/2025
CD BAPAUME - PRO DCE - Planning Prévisionnel	Reçu le 02/09/2025
Pieces administratives	Date
AT SCDA Bapaume	Reçu le 02/09/2025
PV SDIS Bapaume	Reçu le 02/09/2025
CD BAPAUME - PRO DCE - DPGF lots 1+2+3	Reçu le 02/09/2025
CD BAPAUME - PRO DCE - DPGF lot 01 - Gros ?uvre étendu	Reçu le 02/09/2025
CD BAPAUME - PRO DCE - DPGF lot 02 - Électricité	Reçu le 02/09/2025
CD BAPAUME - PRO DCE - DPGF lot 03 - Plomberie Sanitaire	Reçu le 02/09/2025
Autre	Date
MA Bapaume - APD - Descriptif Quantitatif Estimatif	Reçu le 03/06/2025
MA Bapaume - APD - Présentation matériel	Reçu le 03/06/2025
CD BAPAUME - AT3 - Notice sécurité	Reçu le 03/06/2025
CD BAPAUME - AT10 - Notice d'accessibilité	Reçu le 03/06/2025
	Reçu le 02/09/2025

2.3 Informations administratives sur l'opération

2.3.1 Classement de l'opération

L'opération est classée par le Maître d'ouvrage en catégorie 2.

2.3.2 Déclaration préalable

Elle doit être transmise aux organismes de prévention par le Maître d'ouvrage.

2.3.3 Obligations relatives au classement et au montant de l'opération

Les entreprises, titulaires et sous-traitantes, **y compris les entreprises individuelles et artisanales**, sont soumises à l'obligation de réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

L'opération étant classée en Catégorie **2**, les entreprises titulaires et sous-traitantes réalisant des travaux comportant des risques sont soumises à l'obligation de réalisation de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

2.3.4 Prévision d'effectifs

L'effectif moyen prévisionnel pour les travaux est de : 10 personnes

L'effectif de pointe prévisionnel est de : 15 personnes

2.4 Informations sur le planning de l'opération

2.4.1 Calendrier général des travaux

Phase actuelle de l'opération pour établissement du présent PGC :

- PROJET

3 PRESENTATION DES INTERVENANTS

3.1 Intervenants Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'Oeuvre

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Maître d'ouvrage	DIRECTION INTERREGIONALE SERVICES PENITENTIAIRES LILLE	123 rue Nationale 59800 LILLE stephane.belval@justice.fr
	Monsieur BELVAL Stéphane	Tel : 06 27 23 73 19 Stephane.belval@justice.fr
Chargé d'Organisation de Projet	CABINET CLEMENT ASSOCIES	14 rue du Vieux Faubourg 59800 LILLE
	Monsieur BECHET ALAIN	abechet@cabinetclement.fr
	Monsieur AOUJIL Nasreddine	naoujil@cabinetclement.fr
Maître d'oeuvre	SCME	12 ZA Les Alouettes 62223 SAINT NICOLAS LES ARRAS Tel : 03-21-55-24-74 scme@nordnet.fr
	Monsieur POCHET Stéphane	stephane.pochet@scme.fr
CSPS	ALPES CONTROLES	9 rue Pierre et Marie Curie 62223 SAINT LAURENT BLANGY sps.nord@alpes-controles.fr
	Madame GOMANNE Chloé	Tel : 0681831448 cgomanne@alpes-controles.fr

3.2 Organismes de prévention

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Inspection du travail	Inspection du Travail - Unité de contrôle ARRAS	14 voie Bossuet DDETS du Pas de Calais 62000 ARRAS Tel : 03 61 47 36 23 ddets-uc1@pas-de-calais.gouv.fr
CARSAT	CARSAT PERONNE	43 route de Paris 80200 Péronne contactprevention@carsat-nordpicardie.fr
OPPBTP	OPPBTP	Parc Europe - Bât 10 340, Avenue de la Marne 59000 Marcq en Baroeul Tel : 03 20 52 13 14 lille@oppbtp.fr

3.3 Marchés - Lots - Entreprises

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
-------------	------------------------------	----------------------------

4. CHAPITRE 4

4.1	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIF (R4532-44 1°)	2
4.1.1	Contraintes d'environnement	2
4.1.2	Présence d'amiante	2
4.1.3	Présence de plomb	2
4.2	MESURES DE PREVENTION DES RISQUES LIES A LA COACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER.....	3
4.2.1	ARTICLE 4532-44 - 2° Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur.	3
4.2.2	ARTICLE 4532-44 - 3° a) Mesures de coordination concernant les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales.	5
4.2.3	ARTICLE 4532-44 - 3° b) Mesures de coordination concernant les conditions de manutention des différents matériaux et matériels (interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles).	7
4.2.4	ARTICLE 4532-44 - 3° c) Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses.	8
4.2.5	ARTICLE 4532-44 - 3° d) Mesures de coordination concernant les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres	8
4.2.6	ARTICLE 4532-44 - 3° e) Mesures de coordination concernant les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés	8
4.2.7	ARTICLE 4532-44 - 3° f) Mesures de coordination concernant les l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale.	9
4.2.8	ARTICLE 4532-44 - 3° g) Mesures prises en matière d'interactions sur le site.	10
4.2.9	ARTICLE 4532-44 - 4° Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.....	14
4.2.10	ARTICLE 4532-44 - 5° Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.....	15
4.2.11	ARTICLE 4532-44 - 6° Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière..	19
	Consignes	20
	Déclaration d'accident.....	20
4.2.12	Mesures d'évacuation	20
4.2.13	Services d'urgence	21
4.2.14	ARTICLE 4532-44 - 7° Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.	21
4.3	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER	23
4.4	Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476) 24	
	DOCUMENT HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SECURITE	24

4.1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIF (R4532-44 1°)

4.1.1 Contraintes d'environnement

Type de site : Urbain

Bâtiments environnants : Riverains, présence d'une zone commerciale

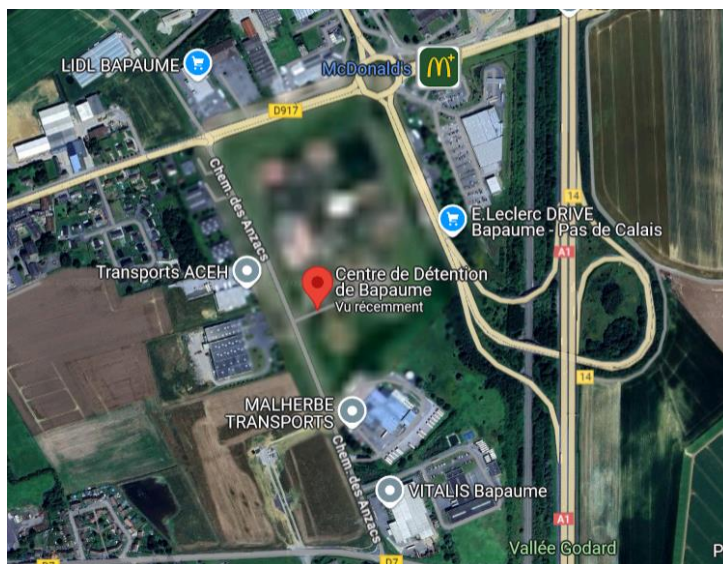
Bâtiments mitoyens :

Voies de circulation : Communale

Activités spécifiques à proximité :

Réseaux existants connus par le Coordonnateur SPS au moment de la rédaction du présent document :

- **NON CONNUS à ce jour lors de la rédaction du PGC.**



4.1.2 Présence d'amiante

4.1.2.1 Diagnostic obligatoire avant travaux

Présence d'amiante, se reporter aux présentes annexes du PGC.

4.1.3 Présence de plomb

4.1.3.1 Diagnostic obligatoire avant travaux

Se reporter à l'analyse de risque correspondante (risque Plomb).

Non connu à la rédaction du PGC (Pas de rapport communiqué au CSPS à ce jour)

« En cas de découverte ou de suspicion de matériaux susceptibles de contenir du plomb, les entreprises devront immédiatement en informer l'équipe projet et ne pas intervenir sur ces matériaux tant que des analyses ne seront pas réalisés au préalable « analyse des risques et mesures de prévention obligatoire » »

4.2 MESURES DE PREVENTION DES RISQUES LIES A LA COACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER

4.2.1 ARTICLE 4532-44 - 2° Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE
Présence de personne non autorisée sur le chantier	L'accès au chantier sera uniquement réservé au personnel autorisé.	Toutes les entreprises
Accès chantier	Les accès au chantier seront balisés. Les entreprises devront impérativement respecter les accès de chantier véhicules. La sortie se fera dans le sens de la circulation, les manœuvres devront être accompagnées par un homme trafic désigné par l'entreprise titulaire du Lot principal avec Exploitant.	Toutes les entreprises
Accès chantier	Un plan de circulation sera défini pendant la phase de préparation, celui-ci sera diffusé à toutes les entreprises intervenant sur le chantier pour informations et prise en compte ; Les entreprises devront exprimer leurs besoins ou toutes sujétions d'amélioration pour faciliter et sécuriser leurs futures interventions	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné MOA
Clôtures de chantier & Balisage	Mise en place de signalétique (balisage) pour fermer et séparer le chantier et les entretenir jusqu'à la fin du chantier. Ces dispositifs seront complétés et adaptés à l'avancement du chantier pour que le chantier soit toujours parfaitement clos et indépendant. Des panneaux devront être mis en place indiquant à minima : « Chantier interdit au public » et « port du casque obligatoire » Les clôtures seront lestées / contreventées en fonction de l'environnement et du risque de renversement. Les critères de stabilisation seront liés au vent, à la nature du terrain et à l'exploitation à l'initiative de l'entreprise. Les panneaux de signalisation chantier auront les mêmes critères que les clôtures en termes d'arrimage et de lestage. Mettre en place et entretenir les signalisations et protections nécessaires au droit des accès aménagés ainsi que dans les zones présentant des risques de chute.	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné MOA

Panneau de chantier	Fourniture et pose d'un panneau de chantier en limite de propriété. Sur ce panneau figurera l'ensemble des intervenants y compris les entreprises sous-traitantes. Compris entretien jusqu'à la réception des travaux	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné MOA
Approvisionnement	Gestion logistique jusqu'à la réception, comprenant notamment gestion : <ul style="list-style-type: none"> • Organisation des approvisionnements, • Planification des approvisionnements 	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné /Maître d'œuvre

Le plan d'installation de chantier sera à soumettre par le Lot principal avec Exploitant et le gestionnaire au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS, pendant la phase de préparation du chantier. Il sera mis à jour sur demande du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS jusqu'à la réception des travaux.

Le Plan réalisé par l'entreprise, sera décomposé au minimum, suivant les phases distinctes suivantes :

- ✓ Phase de terrassements
- ✓ Phase de gros-œuvre
- ✓ Phase d'aménagement intérieur
- ✓ Phase d'aménagements extérieurs

4.2.2 ARTICLE 4532-44 - 3° a) Mesures de coordination concernant les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE quand – où
Renversement du personnel	Mise en place et entretien de voies de chantier avec séparations flux engin/piéton (jusqu'à la fin des travaux). A matérialiser sur plan avant travaux : - Entre point d'entrée de chantier, base vie, zones de travaux et zones de stockage	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné et TCE
Entretien voiries	Mise en place des moyens permettant pendant toute la durée du chantier le nettoyage des roues de camions avant accès au domaine public.	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné et TCE
Renversement du personnel	Réalisation et entretien jusqu'à la réception (y compris balisage) de pistes spécialement réservées à la circulation lors des mouvements importants de camions ou de tous autres véhicules de transport (type noria au équivalent).	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné et TCE
Chute de hauteur et renversement par engin	Mise en place d'escalier d'accès à l'avancement des travaux et modifications pendant la phase travaux	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné et TCE
Renversement par engin	Délimiter les zones de circulation / d'évolution des engins sur site et sur plan à transmettre au CSPS avant intervention : - Sens de circulation - Aire de retournement - Zone d'évolution des engins en co activité	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné
Chute de personne Stabilité des engins	Remblais au plus tôt (dès la réalisation des élévations de l'infrastructure) pour compactage et création (et entretien jusqu'à la fin du chantier) d'une bande périphérique stable en périphérie de la totalité des bâtiment(s). Pour mise en place des échafaudages. En cas d'intervention sur voirie en limite de propriété, un arrêté de voirie sera pris avec aménagement de l'accès et balisage	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné et TCE
Chute de hauteur	Echelle d'accès réglementaire <ul style="list-style-type: none"> • Echelle dépassant le niveau à atteindre de 1.00m fixée en tête et en pied • Aménagement d'une plateforme protégée par garde-corps au niveau à atteindre • Echelle d'accès uniquement pour du personnel (pas de matériaux ou matériel) UNE ECHELLE N'EST PAS UN POSTE DE TRAVAIL L'utilisation d'escabeaux sur le chantier est interdite	Toutes les entreprises.

Chute de plain-pied : zones intérieures	A l'avancement des travaux, installation et entretien jusqu'à la réception d'éclairage L'installation d'éclairage de chantier devra être vérifiée par un technicien compétent avant mise en service et lors de chaque modification. Les rapports de vérification et registres de sécurité seront tenus à disposition sur le chantier. Les niveaux d'éclairement au sol ou au poste de travail seront conformes aux règles d'éclairage fixées par le code du travail (articles R. 4223-1 à 10).	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné
Chute de plain-pied : zones extérieures	A l'avancement des travaux, installation et entretien jusqu'à la réception d'éclairage L'installation d'éclairage de chantier devra être vérifiée par un technicien compétent avant mise en service et lors de chaque modification. Les rapports de vérification et registres de sécurité seront tenus à disposition sur le chantier. Les niveaux d'éclairement au sol ou au poste de travail seront conformes aux règles d'éclairage fixées par le code du travail (articles R. 4223-1 à 10).	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné
Chute de plain-pied	Nettoyage sur injonction du CSPS, MOA ou MOE,	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné
Renversement du personnel	Lorsqu'un conducteur de camion exécute une manœuvre, mettre en place un ou plusieurs travailleurs afin de diriger le conducteur et avertir, par la voix ou par des signaux conventionnels, les personnes survenant dans la zone où évolue le véhicule.	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné

4.2.3 ARTICLE 4532-44 - 3° b) Mesures de coordination concernant les conditions de manutention des différents matériaux et matériels (interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles).

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE
Stabilité des engins de levages mobiles	Réalisation et entretien pendant toute la phase chantier d'une plateforme de levage. Situation / Dimension	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné
Chute de matériau	Une concertation sera réalisée en phase préparation avec l'ensemble des lots afin de confirmer le poids maxi de charge à lever par la grue	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné en concertation avec l'ensemble des corps d'état utilisant la grue comme moyen de levage.
Elingage & Chute de matériau et/ou de l'élingueur	L'élingage d'une charge devra être confié à une personne spécifiquement formée. Cette personne s'assurera de l'adéquation et de la conformité des élingues utilisées. Elle sera en lien avec le responsable sécurité de son lot qui s'assurera de la conformité de l'engin de levage associé (VGP effectué, pas de désordre apparent). Elle mettra tout en œuvre pour éviter les risques liés à l'élingage : Décrochage de la charge ; Rupture de l'élingue ; Basculement de la charge ; Coincement des membres ; Chute d'une partie d'une charge fractionnée ; Chute de l'élingueur pendant l'accrochage ou le décrochage de la charge. Les zones de levage devront être balisées et repérées, tous ces points devront être repris dans le PPSPS et être associés à des mesures préventives. Respect du guide de l'élingueur de l'INRS ED6178 et de toutes autres pratiques émanant d'organisation certifiée à prendre en compte.	Toutes les entreprises.
Manutention	Mise à disposition des autres CE de la grue, du grutier, des appareils de levage (déterminés en concertation avec les CE concernés) et l'élingueur.	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné
Manutention	Des recettes sont aménagées de telle sorte que les travailleurs chargés des opérations de chargement ou de déchargement ne soient pas obligés , pour tirer la charge, de se pencher au-dessus du vide	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné
Fatigue / T.M.S	Mise en œuvre d'un moyen d'aide à la manutention pour acheminer les matériaux / matériels jusqu'aux moyens de levage / accès du bâtiment.	Lot concerné.
Fatigue / T.M.S	Transpalettes	Lot concerné.
Manutention	Renseigner le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en Sécurité sur Chantier, ou DHOL (cf. annexe 6 du présent document) et l'annexer au PPSPS.	Toutes les entreprises.

4.2.4 ARTICLE 4532-44 - 3° c) Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE
Stabilité des zones de stockage	Réalisation et entretien pendant toute la phase chantier d'une plateforme de stockage, pouvant accueillir des containers. (À mettre sur le PIC)	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné
Chute de hauteur	Stockage des matériaux sur zone définie sur le PIC.	Toutes les entreprises.
Sanitaire Explosion Incendie	Identification et mise en place d'une zone de stockage fermée pour les matériaux dangereux. Vérifier la compatibilité des matériaux stockés. Concertation en phase de préparation et identification lors de l'inspection commune.	Entreprise utilisant des produits dangereux.

4.2.5 ARTICLE 4532-44 - 3° d) Mesures de coordination concernant les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE
Sanitaire Chute de plain-pied	Mise en place de bennes à déchets jusqu'à la fin du chantier, sur plateforme aménagée. Evacuation à l'avancement des travaux Signalisation et protection en périphérie	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné

4.2.6 ARTICLE 4532-44 - 3° e) Mesures de coordination concernant les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés


RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE
Sanitaire	Identification et mise en place d'une zone de stockage fermée. Enlèvement des déchets hebdomadaire.	Lot concerné
Sanitaire	Les déchets amiantés devront être repérés et dans une zone délimitée	Lot concerné

4.2.7 ARTICLE 4532-44 - 3° f) Mesures de coordination concernant les l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE
Electrique	A l'avancement des travaux, à partir des points de raccordement par le lot concerné, réalisation et entretien jusqu'à la réception de l'installation électrique de chantier conformément aux exigences réglementaires du code du travail. L'installation électrique de chantier devra être vérifiée par un technicien compétent avant mise en service et lors de chaque modification et tous les 12 mois minimums. Les rapports de vérification et registres de sécurité seront tenus à disposition sur le chantier.	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné
Chute causée par gaine technique de petite dimension (< 1mx1m).	Mise en place de plaque fixée ou boîte de protection tronconique.	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné
Chute de hauteur	<p>Mise en place et entretien des garde-corps, ou balisage 3m en retrait du risque de chute.</p> <p>Contrôle et remise en conformité hebdomadaire de tous les garde-corps provisoires de chantier (et sur injonction du CSPS/MOE/MO) jusqu'à la réception.</p> <p>Protection de tous risques de chute par mise en place de garde-corps provisoires – concertation obligatoire en phase préparation avec tous les lots et l'équipe projet pour validation des protections provisoires, permettant la pose des ouvrages définitifs sans dépose de celles-ci. Ou avec MOE si possible ou déjà organisé en phase conception.</p> <p>Rappel des préconisations concernant la prévention des chutes de hauteur à partir d'un plan de travail :</p> <p>1° Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins :</p> <p>a) Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ;</p> <p>b) Une main courante ;</p> <p>c) Une lisse intermédiaire à mi-hauteur ;</p> <p>2° Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.</p> <p>Le retrait d'une protection collective mise en œuvre par une entreprise n'est possible que dans les conditions suivantes :</p> <p>Après mise en œuvre des ouvrages définitifs, faisant protection collective définitive, ou supprimant le risque</p> <p>Après suppression du risque en cours de chantier</p> <p>Pour réalisation de travaux nécessitant la dépose de la protection collective sans suppression préalable du risque de chute :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Méthodologie à présenter par l'entreprise au MOE et au CSPS. ou - Balisage d'interdiction à la zone pour les autres corps d'état et port d'EPI pour l'intervention et dépose / repose de la protection collective. <p>En cas de mise en place incomplète du dispositif de protection collective définitive, prévoir la pose d'ouvrage provisoire supprimant le risque de chute – exemple des garde-corps vitrés : mise en place de remplissage bois avant mise en place des vitrages définitifs.</p>	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné

Risque d'empalement	Mise en place de protection sur tous les fers en attente (isolés ou en nappes).	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné
---------------------	---	--

4.2.8 ARTICLE 4532-44 - 3° g) Mesures prises en matière d'interactions sur le site.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE
Co activité	<p>Etablir le planning et le phasage des travaux en évitant les superpositions de tâche.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les zones d'accès de chacun, • Anticiper les éventuels problèmes de coactivité, • Informer le personnel sur site d'évènements exceptionnels (venue d'une grue mobile, etc.), <p>Formalisation autour d'un plan d'installation de chantier modifiable.</p>	MOE
Renversement par des tiers.	<p>Mise en place au début des travaux et entretien jusqu'à la réception de clôtures en périphérie de la zone de chantier</p>  <p>compris signalétique tous les 25m. Contrôle et remise en état hebdomadaire jusqu'à la fin du chantier. En cas d'intervention à proximité d'une voie, prévoir les protections lourdes type GBA et panneaux de signalisation routière.</p>	Lot gros-œuvre
Risque de chute.	<p>Interdiction de travailler sur nacelle et échafaudage en cas de vent, de neige ou de forte pluie.</p> <p>En cas de verglas, de gelée ou de neige, des mesures sont prises pour prévenir toute glissade sur les passerelles.</p>	Toutes les entreprises
Risque sanitaire	<p>Lors d'utilisation de peinture, résine ou produit chimique, transmettre la FDS au CSPS avant intervention et assurer une ventilation efficace (naturelle ou rapportée) de la zone de travaux. Intervention sans co activité.</p>	Toute entreprise utilisant un produit dangereux.
Risque de chute d'éléments en cours de levage.	<p>Achever la manutention en cours le plus rapidement possible si la dépose immédiate de la charge n'est pas possible et appliquer la procédure prévue pour la mise en sécurité des salariés et des appareils lorsque la vitesse du vent dépasse la vitesse spécifiée dans la notice du constructeur, sans toutefois dépasser 72km/h.</p>	Utilisateur des grues.
Risque de chute d'éléments lors de la pose d'ouvrages	<p>Interdire l'accès à la zone de pose et assurer la stabilité des ouvrages en phase provisoire.</p>	Toutes les entreprises.

Stabilité / Chute de hauteur.	Privilégier la mise en commun d'un échafaudage, après convention de mise à disposition et affichage du PV de réception. Contrôles obligatoires, à charge de l'installateur, lors de la première utilisation, en cas de modification ou interruption d'au moins 1 mois de l'échafaudage : examen d'adéquation, examen de montage et d'installation, examen de l'état de conservation de l'échafaudage. Vérification journalière de l'échafaudage à charge de chaque utilisateur. Vérification trimestrielle (examen de l'état de conservation de l'échafaudage) à charge de l'installateur. En fonction de l'analyse des risques : Mise en place de tunnel de protection au droit des pénétrations du bâtiment.	Lot concerné
Coupure-Choc-Heurt Emission de poussières	Installer vos zones de découpes / poste de travail dans une pièce identifiée – pas dans une zone de circulation. Privilégier le captage à la source	Toutes les entreprises.
Chute de plain-pied	Assurer le nettoyage quotidien du chantier et le rangement	Toutes les entreprises
Risque levage	Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol.	Toutes les entreprises.
Risque de chute de matériel / matériaux	Balisage en pied pour tous travaux en hauteur.	Toutes les entreprises.
Chute de hauteur au droit des menuiseries extérieures	Mise en place d'un dispositif de protection collective des ouvrants concernés pour la dépose (qui sera réalisée à l'avancement, avec mise en place d'une lisse de protection provisoire à 1m en applique intérieure) et la repose des fenêtres. En cas de difficultés technique de mise en œuvre l'entreprise se dotera à minima d'un dispositif de protection individuel contre les risques de chute de hauteur	Entreprise concerné
Renversement par des tiers	Mise en place au début des travaux et entretien jusqu'à la réception de clôtures en périphérie de la zone de chantier. Contrôle et remise en état hebdomadaire jusqu'à la fin du chantier. En cas d'intervention à proximité d'une voie, prévoir les protections lourdes type GBA et panneaux de signalisation routière.	Lot concerné
Risque de chute	Interdiction de travailler sur nacelle et échafaudage en cas de vent, de neige ou de pluie.	Toutes les entreprises
Risque d'incendie	Isolement CF 1h de la zone de chantier par rapport au lieu en exploitation jusqu'à la réception.	Lot concerné
Risque sur réseaux actifs (pour toute réhabilitation ou intervention en site occupée)	Avant tous travaux, neutralisation par les lots techniques des réseaux. En cas d'impossibilité (technique ou dû à l'exploitation du site), ceux-ci seront identifiés sur le chantier jusqu'à la réception. Afin d'éviter le rétablissement inopiné de la tension pendant la durée des travaux, prévoir la condamnation, en position d'ouverture, des appareils de coupure ou de sectionnement correspondants	Lots techniques
Risque sanitaire	Lors d'utilisation de peinture, résine ou produit chimique, transmettre la FDS au CSPS avant intervention et assurer une ventilation efficace (naturelle ou rapportée) de la zone de travaux. Intervention sans co activité.	Toute entreprise utilisant un produit dangereux.
Coupure-Choc-Heurt Emission de poussières	Installer vos zones de découpes / poste de travail dans une pièce identifiée – pas dans une zone de circulation. Privilégier le captage à la source	Toutes les entreprises

Risque auditif Asphyxie	En cas d'utilisation d'un matériel type compresseur ou équivalent, celui-ci devra être positionné à l'extérieur du bâtiment ou dans la zone d'intervention (pas dans les parties communes). Attention aux moteurs thermiques (nacelle, machine à projeter, etc.) : utilisation intérieure proscrite.	Toutes les entreprises
Chute de plain-pied	Cheminement des tuyaux d'approvisionnements à prévoir dans les gaines techniques ou depuis les ouvertures de façades : en aucun cas dans l'escalier.	Lot concerné
Risque d'incendie	Tenir à proximité de tous travaux générant étincelle ou point chaud un extincteur.	Toutes les entreprises
Risque de projection	Percements en plafonds et dalles : balisage des zones d'intervention, en partie haute et en partie basse, pour prévenir le risque de chute de gravats liés au percement (carottage), et interdiction d'accès à une zone en travaux.	Toutes les entreprises
Risque de projection - généralité	Balisage des zones d'intervention.	Toutes les entreprises
Risque levage	Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol.	Toutes les entreprises
Risque de chute de matériel / matériaux	Balisage en pied pour tous travaux en hauteur.	Toutes les entreprises
Risque plomb	Diagnostic plomb avant travaux / avant démolition sur tous les matériaux impactés. Identifier sur site les zones contenant du plomb après démolition/curage.	Maître d'ouvrage Lot démolition
Risque d'exposition au plomb pendant les travaux	L'entreprise effectuera, <u>avant le démarrage des travaux</u>, un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol. Réaliser les travaux en l'absence de coactivité. Intervention de personnel formé. Isoler la zone de travaux pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur, par la mise en place d'un confinement, y compris SAS, notamment pour les travaux de démolition et de préparation des fonds de peinture contenant du plomb. Interdire l'accès à la zone de travaux sur les ouvrages contenant du plomb.	Toute entreprise devant intervenir sur des ouvrages contenant du plomb.
Risque d'exposition au plomb après les travaux.	Réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur avec filtre haute efficacité – balayage proscrit. L'entreprise effectuera, <u>avant restitution des locaux</u> à une autre entreprise/occupants, un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol.	Toute entreprise devant intervenir sur des ouvrages contenant du plomb.
Risque amiante	Diagnostic amiante avant travaux / avant démolition sur tous les matériaux impactés	Maître d'ouvrage

Risque amiante – sous-section 3.	Travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant, y compris dans les cas de démolition : intervention d'une entreprise certifiée sous-section 3, avec envoi du plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage aux organismes de prévention un mois avant le début des travaux.	Lot désamiantage.
Risque amiante – sous-section 4.	Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante : intervention d'une entreprise ayant du personnel formé sous-section 4, avec réalisation d'un mode opératoire, envoyé aux organismes de prévention avant le début des travaux.	Toute entreprise devant intervenir sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.
Risque d'exposition à l'amiante (sous-sections 3 et 4)	Réaliser les travaux en l'absence de coactivité. Interdire l'accès à la zone de désamiantage / travaux.	Lot désamiantage et toute entreprise devant intervenir sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.
Risque d'exposition à l'amiante sous-section 3 pendant les travaux.	Afin de s'assurer de l'absence de dispersion de fibres d'amiante dans l'environnement du chantier et des locaux adjacents, l'entreprise vérifie le respect de la valeur fixée à l'article R. 1334-29-3 du code de la santé publique (inférieur ou égal à cinq fibres par litre) par des mesures d'empoussièrlement environnementales (cf. stratégie d'échantillonnage) à transmettre au CSPS à l'avancement des travaux.	Lot désamiantage
Risque d'exposition à l'amiante après travaux sous-section 4 et avant travaux de réhabilitation	Avant toute restitution de la zone , l'entreprise procède à un examen incluant l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées, le nettoyage approfondi de la zone et à une mesure du niveau d'empoussièrlement, à transmettre au CSPS.	Toute entreprise devant intervenir sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante
Risque d'exposition à l'amiante sous-section 3 après travaux de retrait et d'encapsulage et avant démantèlement du confinement. (mesure de restitution 1 ou libératoire)	Avant toute restitution de la zone et préalablement à l'enlèvement de tout dispositif de confinement, total ou partiel, l'entreprise procède à un examen incluant l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées, le nettoyage approfondi de la zone et à une mesure du niveau d'empoussièrlement, à transmettre au CSPS. En fin de travaux, l'entreprise établit un rapport de fin de travaux contenant notamment les plans de localisation de l'amiante mis à jour.	Lot désamiantage
Risque d'exposition à l'amiante après travaux de retrait et d'encapsulage après le départ de l'entreprise de désamiantage et avant travaux de réhabilitation. (mesure fin de chantier amiante)	Avant toute restitution de la zone le maître d'ouvrage procède à une mesure du niveau d'empoussièrlement dans l'air, à transmettre au CSPS. Cette mesure est indiquée à la ligne V du guide GA X 46-033. <u>Mesure en fin d'opération (travaux de réhabilitation inclus) et avant réoccupation des locaux par les occupants :</u> A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante, le propriétaire fait procéder avant toute restitution des locaux traités , à un examen visuel de l'état des surfaces traitées et fait également procéder, à une mesure du niveau d'empoussièrlement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement, à transmettre au CSPS. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.	Maître d'ouvrage

4.2.9 ARTICLE 4532-44 - 4° Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier..

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE
Interférence avec d'autres chantiers (en cours ou en prévision)	Concertation à l'initiative du maître d'ouvrage des CSPS, maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrages des opérations concernées.	Maître d'ouvrage.
Risque d'intervention en site occupée ou en exploitation.	<p>Les contraintes particulières correspondant à l'exploitation d'activités feront l'objet d'une concertation, pendant la phase conception avec les exploitants concernés, et éventuellement les services de secours (selon besoins), le Coordonnateur et le Maître d'Œuvre permettant d'établir les dispositions précises permettant l'activité des exploitants et le respect de leurs obligations de sécurité vis à vis de leurs usagers et clients, et à cet effet, visant notamment à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Délimiter le chantier ; • Matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour les travailleurs des entreprises appelées à intervenir ; • Communiquer aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs travailleurs, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement. • Préciser les voies de circulation que pourront emprunter les travailleurs, les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires, les locaux de restauration et le local ou les aménagements mentionnés à l'article R. 4534-142-1 auxquels auront accès leurs travailleurs. 	CSPS
Risque réseaux	<p>DT (www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr) à réaliser par le MO en phase préparation + fournir plan de recollement, puis DICT par chaque entreprise avant tout terrassement (modèle CERFA n°14434*01)</p> <p>En cas de découverte d'un réseau non repéré, l'entreprise préviendra immédiatement la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS, et prendra toute mesure conservatoire appropriée, délimitera éventuellement en fonction de la nature du réseau un périmètre de sécurité pour les travailleurs.</p> <p>Vérifier la présence de réseaux aériens sur la voie (problème d'approvisionnement, de montage de grue, d'échafaudage, etc.).</p>	Lot gros œuvre et toute entreprise devant réaliser un terrassement.

Risque sur réseaux actifs	<p>Les travaux ne peuvent s'accomplir qu'après la mise hors tension de l'installation électrique, à moins que l'exploitant ait fait connaître par écrit qu'il ne peut, pour une raison qu'il juge impérieuse, procéder à la mise hors tension.</p> <p>En cas de désaccord, soit sur la possibilité de mettre l'installation hors tension, soit, dans le cas où la mise hors tension est reconnue impossible, sur les mesures à prendre pour assurer la protection des travailleurs, les contestations sont portées par le maître d'ouvrage / l'employeur devant l'inspecteur du travail, qui tranche le litige, en accord, s'il y a lieu, avec le service chargé du contrôle de la distribution d'énergie électrique en cause.</p>	Toute entreprise devant réaliser des travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques.
Risque de heurt du personnel de chantier par l'activité du site en exploitation	Balisage des accès et de la zone en travaux jusqu'à la réception. Séparation des flux intervenants chantier / utilisateurs.	Lot principal avec Exploitant
Risque d'incendie	<p>Isolement de la zone de chantier par rapport au lieu en exploitation jusqu'à la réception.</p> <p>Permis feu pour tous travaux par pont chaud (A confirmer par le Maître d'ouvrage)</p> <p>Dans tous les cas, pour tous travaux par point chaud assurez-vous de tenir à portée de main un extincteur.</p> <p>Cette démarche doit s'intégrer dans les procédures existantes (PPSPS) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise.</p>	Lot concerné

4.2.10 ARTICLE 4532-44 - 5° Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE
Salubrité du chantier	Avant le début des travaux, installation et entretien jusqu'à la réception de l'alimentation eau froide depuis le réseau concessionnaire, y compris le ou les compteurs, jusqu'aux installations communes de chantier.	Lot principal avec Exploitant
Risque électrique et salubrité du chantier.	<p>Avant le début des travaux, installation et entretien jusqu'à la réception de l'alimentation électrique générale de chantier depuis le réseau concessionnaire, y compris le ou les compteurs, jusqu'aux installations communes de chantier, les engins de levages.</p> <p>L'installation électrique de chantier devra être vérifiée par un technicien compétent avant mise en service et lors de chaque modification. Les rapports de vérification et registres de sécurité seront tenus à disposition sur le chantier.</p>	Lot principal avec Exploitant

Salubrité du chantier.	Avant le début des travaux, branchements provisoires d'égout depuis le réseau concessionnaire jusqu'aux installations communes de chantier, en tenant compte des aménagements d'hygiène nécessaires.	Lot principal avec Exploitant
Risque sanitaire.	<p>Mise en œuvre de l'installation de chantier (après réalisation des branchements EU/EV – EF – ELECTRICITE) jusqu'à la réception (y compris réalisation des abords).</p> <p>Sanitaires, Vestiaires, Réfectoire, éclairés, chauffés et aérés, et conformes aux exigences réglementaires et d'une capacité suffisante pour accueillir l'ensemble des compagnons.</p> <p>Les installations tiendront compte de la présence (ou non) de personnel féminin. Selon l'évolution du chantier, des installations supplémentaires pourront être demandées afin de répondre à la réglementation.</p> <p>Les installations de chantier feront l'objet d'un nettoyage quotidien.</p>	Lot principal avec Exploitant
Chute de plain-pied	Nettoyage et évacuation des déchets au quotidien des zones communes du chantier, jusqu'à la réception.	Lot principal avec Exploitant

Hygiène et Cantonnement : Exigences réglementaires

Installation d'accueil dans les chantiers		Durée du chantier		Moyen à mettre en œuvre	Particularités
		< 4 mois	> 4 mois		
Exigences à mettre en œuvre				Check List des actions réalisées (cocher ce qui est fait)	
Local réfectoire (suite) R4228-22 à 24	Garde-manger ou réfrigérateur		X	<input type="checkbox"/> Réfrigérateur conseillé	
Eau potable	Pour la boisson	X	X	<input type="checkbox"/> Eau potable fraîche, 3 litres au moins par jour et par travailleur	
Sanitaires R4228-7 à 11	Lavabos	X	X	<input type="checkbox"/> lavabos, 1 au moins pour 10 travailleurs ou système de rampes équivalent	<input type="checkbox"/> Pour les très courts chantiers jumelés au sanitaire.
	Eau pour se laver		X	<input type="checkbox"/> Eau courante à température réglable	
		X		<input type="checkbox"/> Si l'eau courante est impossible, possibilité de raccorder sur un réservoir, avec quantité suffisante	
			X	<input type="checkbox"/> L'eau doit être à température réglable	<input type="checkbox"/> En cas d'éloignement de la base vie, prévoir des points complémentaires
	Cabinets d'aisance (WC, urinoirs)		X	<input type="checkbox"/> Un cabinet et un urinoir pour 20 (ou 2 cabinets) avec raccordement sur réseau (collectif ou fosse)	
		X		<input type="checkbox"/> Un cabinet chimique pour 10	
	Douches	X	X	<input type="checkbox"/> 1 pour 8, pour les travaux insalubres et salissants* (plomb, amiante...)	


*Arrêté du 3 octobre 1985 fixant les conditions dans lesquelles des douches doivent être mises à la disposition du personnel effectuant des travaux insalubres ou salissants; Version consolidée au 01 juillet 1990.

Documents de référence: Code du travail, "Aide mémoire juridique" INRS Tj 11, "socle commun de prévention", "cantonnements de chantier" CRAMIF NT N° 27, "installation d'accueil des salariés sur chantiers" OPPBTP Réf H3 MO2 99.

Hygiène et Cantonnement : Exigences réglementaires

Installation d'accueil dans les chantiers		Durée du chantier		Moyen à mettre en œuvre	Particularités
		< 4 mois	> 4 mois		
Exigences à mettre en œuvre				Check List des actions (cocher ce qui est fait)	
Tous locaux (base vie ou installation dans le bâtiment) <i>Article L4221-1 et R4228-12</i>		X	X	<input type="checkbox"/> Aérés, éclairés et chauffés <input type="checkbox"/> Tenus en état de propreté constant	
		X		<input type="checkbox"/> Si les locaux fixes ne sont pas adaptés, possibilité d'utiliser des véhicules de chantier, spécialement aménagés à cet effet, qui doivent pouvoir répondre aux mêmes besoins. <input type="checkbox"/> Pour un chantier de travaux souterrains, le local vestiaire doit se trouver au jour <input type="checkbox"/> Le local en sous-sol n'est toléré qu'exceptionnellement, à défaut d'autre solution, il n'est accepté que s'il est possible de l'aérer et de l'éclairer convenablement, et de le tenir en état constant de propreté.	
Local vestiaire <i>R4228-6</i>	Armoires vestiaires	X	X	<input type="checkbox"/> 1 vestiaire par personne	<input type="checkbox"/> 2 compartiments pour les travaux insalubres et salissants* (plomb, amiante...).
		X		<input type="checkbox"/> Si le chantier est trop exigu pour des armoires, possibilité de les remplacer par des patères en nombre suffisant	
	Sièges	X	X	<input type="checkbox"/> en nombre suffisant (1 par salarié ou bancs)	
Local réfectoire (sauf en cas de prise en charge du repas par l'employeur exemple prime de panier) <i>R4228-22 à 24</i>	Tables et chaises	X	X	<input type="checkbox"/> en nombre suffisant	
	Appareil de réchauffage ou de cuisson	X	X	<input type="checkbox"/> Chauffe-gamelle (ou tout autre matériel permettant de garder au chaud ou de réchauffer)	
	Eau		X	<input type="checkbox"/> Un robinet pour 10 usagers conseillé	

4.2.11 ARTICLE 4532-44 - 6° Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière..

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE
Appel des secours.	Portable pour tout chef d'équipe d'entreprise devant intervenir sur le site).	Toutes les entreprises.
Orientation pour les secours.	Après avoir analysé les contraintes spécifiques au chantier, Etablir un point de rassemblement secours qui sera soumis au Maître d'œuvre, coordonnateur SPS. Le plan devra définir notamment les points de rassemblement et les points de rencontre qui pourront être matérialisés in situ par des panneaux d'affichage. Le plan inclura tous les moyens mis à disposition des services de secours et des sauveteurs secouriste.	Lot principal avec Exploitant / Lot Concerné
Organisation des secours. 	Chaque entreprise doit assurer la présence de Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) propre à son entreprise ou par concertation avec l'entreprise titulaire, présente sur le chantier, en s'inspirant des conditions fixées par l'article R4224-15 du Code du Travail : Un membre du personnel reçoit la formation de secouriste nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence dans : <ul style="list-style-type: none"> • Chaque atelier où sont accomplis des travaux dangereux ; • Chaque chantier employant 20 travailleurs au moins pendant quinze jours où sont réalisés des travaux dangereux. Les Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) doivent être identifiables aisément par une marque de reconnaissance (badge, couleur du casque, marque sur la tenue de travail, etc.). Pour chaque chantier employant vingt travailleurs au moins pendant plus de quinze jours où sont réalisés des travaux dangereux (chute > 3m, démolition, etc.).	Toutes les entreprises concernées
Travailleur Isolé	Les Entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun personnel ne travaille isolément en un point où il ne peut être secouru à bref délai, notamment pour tous les travaux à risque particulier ou les lieux isolés (ex : en sous- sols, manœuvre d'engins, levage, travaux dans des locaux avec présence de courants électriques etc.). Les Entreprises intervenantes, comme l'exigent les Règlements de Sécurité, désignent deux ouvriers pour tout travail isolé, même s'il n'en nécessite qu'un seul à ce poste. Dans le cas de travaux de finitions hors travaux à risques, l'utilisation d'un Dispositif d'Alarme pour Travailleurs Isolés pourra être envisagée sous l'entière responsabilité de l'entrepreneur.	Toutes les entreprises
Matériel de secours.	Chaque entreprise sur le site disposera d'une trousse de premiers secours.	Toutes les entreprises.
Incendie	Une évaluation des risques spécifiques, réalisée en associant les représentants du personnel, doit permettre de choisir les mesures de prévention du risque d'incendie les plus appropriées, dans le respect des Principes Généraux de Prévention. Les objectifs sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Supprimer les causes de déclenchement des incendies, • Limiter la propagation des incendies, • Permettre une évacuation rapide et sûre des salariés, • Assurer l'intervention rapide des services de secours et de lutte contre l'incendie. • Contrôle du poste de travail deux heures après la fin des travaux par points chauds. Chaque entreprise titulaire d'un lot prévoira une personne spécialement formée pour la lutte contre les incendies qui vérifiera les mesures prises et veillera à leur application. Tout travail présentant un risque d'incendie devra être porté à la connaissance du Maître d'œuvre qui en appréciera la faisabilité. Hors des limites de clôture de chantier, tous travaux par point chaud doivent faire l'objet d'un permis feu avec l'exploitant (A confirmer en période de préparation de chantier) Des extincteurs en nombre réglementaire selon les risques sont mis en place dans les bureaux de chantier, les bungalows du	Toutes les entreprises.

	<p>cantonnement, les containers de stockage de matériaux ou produit inflammables, ainsi qu'à proximité des zones de travail à risque.</p> <p>La fourniture, la mise en place et la vérification des extincteurs seront à la charge de l'entreprise.</p> <p>La fourniture, la mise en place et la vérification des extincteurs à proximité des zones de travail à risque seront à la charge de chaque entreprise</p> <p>Il est rappelé que les feux ouverts de quelque nature que ce soit sont interdits sur le chantier.</p> <p>Tout travail présentant un risque d'incendie devra être porté à la connaissance du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS qui en apprécieront la faisabilité.</p>	
--	---	--

Consignes

Les consignes à mettre en œuvre sont :

- Localiser et isoler le blessé
- Appel des secours « Centre 15 » ou « Pompiers 18 » en précisant autant que faire se peut, la nature du traumatisme visible et la localisation de l'accident
- Accompagnement depuis le parking extérieur du véhicule et des personnels de secours au blessé, en s'assurant que toutes les circulations verticales et horizontales soient bien dégagées

Déclaration d'accident

Chaque entreprise se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident, **préviendra le CSPS le plus rapidement possible (au plus tard sous 24 heures)** et rédigera un compte-rendu relatant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter tout renouvellement du même accident.

4.2.12 Mesures d'évacuation

L'évacuation des blessés selon la gravité des blessures peut se faire :

Par ambulance en empruntant la voie d'accès au préalable dégagée.

Dispositions particulières IGH à préciser.

4.2.13 Services d'urgence



4.2.14 ARTICLE 4532-44 - 7° Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE
Incompréhension des consignes de sécurité.	Chaque entreprise devra assurer la présence d'au minimum une personne maîtrisant la langue française sur le chantier, jusqu'à la réception.	Toutes les entreprises intervenant sur le chantier.
Intervention d'entreprise non autorisée.	<p>Chaque entreprise devant intervenir sur le chantier doit prendre rendez-vous avec le CSPS pour réaliser son inspection commune au minimum 15 jours avant son intervention.</p> <p>Chaque entreprise devra tenir informé le CSPS en cas d'intervention de sous-traitant (lui transmettre son PPSPS), et respecter les dispositions décrites ci-avant.</p> <p>Chaque entreprise devra appliquer le PGCSPS et rédiger un PPSPS avant son intervention.</p>	Toutes les entreprises intervenant sur le chantier.

Sous-traitants – Prestataires

En l'absence de définition légale des sous-traitants au sens de la loi 93-1418, un sous-traitant au sens de la coordination SPS sera celui agréé par le maître d'ouvrage au titre de la loi 75-1344 et présenté comme tel au coordonnateur SPS par celui-ci. Tout prestataire de l'entreprise titulaire exécutant des travaux générant un risque majeur en co-activité sera présenté au CspS par l'entreprise titulaire pour réaliser une inspection commune et devra remettre un PPSPS. Les autres prestataires de l'entreprise titulaire agiront sous sa responsabilité. L'entreprise titulaire devra leur transmettre le PGC ainsi que les consignes transmises lors de l'I.C. L'entreprise titulaire procède à une analyse de risque des tâches du prestataire dans son PPSPS si nécessaire. Les prestataires du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre agiront sous leurs responsabilités.

Personnes autorisées :

Les personnes autorisées au sens de la mission de coordination SPS à accéder au chantier, sont :

- ✓ Les personnels des entreprises titulaires ayant réalisé leur inspection commune et remis leur PPSPS
- ✓ Les personnels des entreprises sous-traitantes agréées par le MO ayant réalisé leur inspection commune et remis leur PPSPS
- ✓ Les prestataires définis à l'article 3.1.6

4.3 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Le plan d'installation de chantier sera à soumettre par le lot Gros œuvre au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS, pendant la phase de préparation du chantier. Il sera mis à jour sur demande du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS jusqu'à la réception des travaux.

Le Plan réalisé par l'entreprise, sera décomposé au minimum, suivant les phases distinctes suivantes :

- ✓ Phase de gros-œuvre
- ✓ Phase d'aménagement intérieur
- ✓ Phase d'aménagements extérieurs

Celui-ci doit faire apparaître très clairement les éléments suivants :

- ✓ Installations générales de chantier (base-vie, etc.).
- ✓ Position des clôtures de chantier
- ✓ Position du portail d'accès
- ✓ Position de la signalisation de chantier
- ✓ Position des engins de levage, pendant toute la durée du chantier
- ✓ Emplacement des aires de stockage
- ✓ Position de l'armoire principale de l'installation électrique
- ✓ Positions des armoires secondaires
- ✓ Zones de bennes pour l'évacuation des gravats et déchets
- ✓ Toute indication que l'entreprise jugera nécessaire pour la parfaite compréhension de son organisation de chantier
- ✓ Toute indication supplémentaire demandée par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre, le Coordonnateur SPS jusqu'à la réception.

4.4 Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)

DOCUMENT HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SECURITE

Nom du CSPS : **Chloé GOMANNE**

Partie à remplir par le CSPS				
Adresse chantier	Maison d'arrêt de Bapaume	Coordonnées de la personne à contacter	Chef de chantier du lot Concerné (Non connu au jour de la rédaction du PGC) à Préciser à la rédaction du PPSPS	
Contraintes horaires de livraisons		Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPS)		
Autres renseignements utiles (contraintes administratives,...)	Accès Voies de circulation Installations sanitaires Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie) Zones de stockage Dimensions des aires de stockage Charges admissibles Nature du terrain Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)	Quai de déchargement	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non

Partie à renseigner par l'entreprise			
Nom de l'entreprise		Adresse siège	
Nom du réceptionnaire		Coordonnées du réceptionnaire	
Plages horaires de livraisons			
Présence chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier	
		<input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur	Type
Autres renseignements utile			